

Séance ordinaire du mercredi 19 décembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick VIGNAL, Françoise BONNET, Christophe COUR.

Gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - Déclaration de France Urbaine pour une transition en faveur d'une alimentation durable, responsable et solidaire - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, adhérente de l'association France Urbaine, a participé au groupe projet « Stratégies alimentaires territoriales » au sein de cette association. Forte de son expérience et des actions menées, la Ville s'est engagée aux côtés d'une trentaine de collectivités sur le principe d'une « *déclaration pour une transition en faveur d'une alimentation durable, responsable et solidaire* ».

En effet, la mobilisation des collectivités est un levier de transformation puissant du système alimentaire. Les initiatives recensées par France urbaine démontrent par des exemples concrets que des solutions existent pour reconfigurer progressivement des systèmes alimentaires territorialisés. Cette reterritorialisation est une clé de la relance économique territoriale et de l'accélération d'un mouvement de transition vers une alimentation responsable et durable.

Les grands objectifs de cette déclaration visent à :

- mieux faire connaître les initiatives développées sur les territoires et qui participent à la transition du système alimentaire ;
- valoriser les solutions innovantes développées par les territoires pour accélérer la transition du système alimentaire en favorisant l'essaimage de bonnes pratiques;
- adresser un message à la société civile dont les attentes vis-à-vis du système alimentaire sont

croissantes;

- porter la voix des territoires auprès de l'ensemble des décideurs nationaux, européens et internationaux du système alimentaire ;
- soutenir une présence renforcée des territoires dans les processus de négociations où se déterminent les régulations européennes et internationales ;
- positionner les territoires urbains français parmi les acteurs précurseurs de la transition alimentaire.

A travers celle-ci, il est proposé de ré-affirmer, au niveau local, la volonté des territoires de :

- contribuer, d'une part, à la structuration de circuits de proximité entre les producteurs et les consommateurs, avec l'ensemble des acteurs du système alimentaire, notamment par un soutien apporté à des plateformes logistiques, d'autre part, à l'identification et à la promotion des produits alimentaires locaux en veillant aux valeurs sociales, environnementales et culturelles qu'ils portent ;
- encourager dans les établissements de restauration collective un approvisionnement en produits de qualité et de proximité, réduire à tous les maillons des chaînes alimentaires le gaspillage alimentaire tout en soutenant les actions visant à lutter contre la précarité alimentaire ;
- protéger et réactiver le foncier agricole dans le cadre des programmes et documents de planification et faciliter dans nos territoires l'installation de jeunes agriculteurs ;
- garantir l'accès de tous les publics à une alimentation saine, soutenir des actions de sensibilisation et d'éducation en faveur d'une évolution des comportements alimentaires, promouvoir les jardins partagés et scolaires ;
- promouvoir la diversité des cultures alimentaires et œuvrer en faveur du rayonnement local, national, voire international, de la gastronomie française ;
- encourager la recherche et l'innovation comme leviers de transition alimentaire.

Ces engagements sont en parfaite cohérence avec les axes et actions déployés par la Ville de Montpellier. En effet, consciente de ces enjeux, la Ville de Montpellier a lancé dès octobre 2015 une campagne d'optimisation de la restauration scolaire autour du projet « Ma cantine autrement ».

Le plan d'action proposé, qui s'échelonne jusqu'en 2020, poursuit les objectifs suivants :

- Développer l'intégration de produits issus du circuit de proximité et de l'agriculture biologique par une politique d'achat de proximité (Métropole, Hérault) :

Depuis 2017 sont concernés les marchés « fruits de saison » et « salades et légume 4ème gamme ».

En 2018, le travail d'amélioration des circuits d'achat est consacré aux familles « viandes fraîches », « produits laitiers » et « ovo-produits ».

Il est fixé comme objectif d'atteindre 50 % de produits BIO et/ou locaux à l'horizon 2021 par anticipation aux obligations gouvernementales.

- Optimiser la gestion de la production de la cuisine centrale :

Il s'agit de la mise en œuvre du nouveau système de réservation des repas conjugué aux actions d'amélioration des cycles des menus, des recettes et des grammages qui ont permis :

- *une baisse de la surproduction des repas,
- *une baisse du gaspillage alimentaire,
- *une baisse du coût de revient d'achat alimentaire moyen.

- Faciliter la distribution des repas et lutter contre le gaspillage alimentaire :

Par la formation des personnels à l'aliment, l'équilibre nutritionnel et l'accompagnement du temps du repas.

Par la mise à disposition de tables de tri avec pesée intégrée, distribution de kit de découpe universel.

Des résultats notables ont été obtenus : le gaspillage alimentaire a baissé de 24 % par rapport à 2016 (69 tonnes de denrées économisées par an).

- Œuvrer au développement durable :

En 2017 a débuté un vaste plan de généralisation du tri des biodéchets dans les restaurants scolaires afin de faire valoriser par l'usine AMETHYST les déchets alimentaires inévitables.

A ce jour près de 90% des restaurants scolaires trient les biodéchets.

Cette opération doit permettre à l'usine AMETHYST de doubler son volume de production.

L'ensemble de ces initiatives continueront à être développées et améliorées par la Ville de Montpellier, qui s'inscrit donc pleinement dans la dynamique souhaitée par France Urbaine pour la mobilisation des collectivités en faveur d'une alimentation durable, responsable et solidaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la « *déclaration pour une transition en faveur d'une alimentation durable, responsable et solidaire* » de l'association France Urbaine, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20181219-69857-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/12/18
Réception en Préfecture : 27/12/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.